**LE FRONT NATIONAL**

Pour la troisième année consécutive, notre association a choisi de porter sa réflexion sur l'extrême droite et le Front national. Cette focalisation s'explique d'elle-même par l'importance qu'occupe aujourd'hui le FN dans la vie politique française : une place de premier plan. Pour nombre de commentateurs, le FN est aux portes du pouvoir. Il n'est plus exclu aujourd'hui de considérer que, en mai prochain, Marine Le Pen accède à la magistrature suprême, devienne présidente de la République.

La dédiabolisation qu'elle estime avoir accomplie, autrement dit sa prétendue rupture avec les outrances idéologiques de son père Jean-Marie Le Pen, porte manifestement ses fruits. Selon elle, le nouveau FN serait un parti respectueux des valeurs de la République, en particulier de la laïcité, un parti qui ne serait plus inféodé au patronat et qui ne se reconnaîtrait plus dans le culte au maréchal Pétain.

Une question se pose : quel crédit accorder à un changement apparemment radical ?

Il est vrai que MLP a pris avec éclat ses distances vis-à-vis de son père, exclu du FN qu'il avait créé mais dont il reste Président d'honneur en vertu d'une décision de justice. Cette éviction fracassante a été amplement commentée par les médias.

Pour autant, peut-on considérer que le parti frontiste a cessé d'être ce qu'il était depuis la fondation du parti : raciste, nationaliste, xénophobe, anti-immigrés, négationniste et pétainiste ? Bref, la dédiabolisation est-elle réelle ou n'est-ce qu'un leurre ? C'est cette problématique que je me propose d'aborder.

Je vais en premier lieu privilégier une thématique fondamentale du FN : l'immigration. Celle-ci s'exprime dès les origines du mouvement en 1972. On s'en souvient, le FN a été créé à l'initiative de plusieurs groupuscules de l'extrême droite, en particulier Ordre Nouveau. Il rassemblait des courants hétérogènes, parfois antagonistes, et il fallait donc trouver un thème fédérateur capable de faire passer au second plan les divergences entre les différents courants : ce fut le thème de l'immigration. L'exploitation de ce thème par Jean-Marie Le Pen est bien connue. Il a toujours présenté les immigrés comme un mal absolu. Je rappelle quelques citations caractéristiques :

- « L'immigration est comme une voie d'eau qui envahit le navire et l'alourdit avant de le faire couler » (4 avril 1987) [[1]](#footnote-1).

- « Un peuple qui cède devant l'invasion étrangère ne survit pas longtemps ». (10 janvier 1988).

- « L'immigration prend aujourd'hui et pour l'avenir un caractère catastrophique. Nous allons vers le pire dans tous les domaines. La France, ton avenir fout le camp ». (8 novembre 1989).

Pour Le Pen, les Français sont chassés de chez eux « par une véritable marée humaine ». Sous sa plume, l'emblême national tricolore devient « le drapeau beur-blanc-black ». Il dénonce « le danger mortel de submersion, d'invasion et de colonisation ».

L'âge ne l'a pas assagi. En 2012, à l'âge de 84 ans, il persiste et signe. A l'Université d'été du FN à la Baule, il s'en prend à nouveau au « torrent migratoire », à « la marée », à « l'immigration invasion », aux « violences sauvages dont sont capables les émeutiers musulmans ». Moquant les Roms, il se permet de dire : « Nous, nous sommes comme les oiseaux, nous volons naturellement ». Prophète de malheur, il s'écrie : « La vraie question qui se pose aujourd'hui au peuple français est celle de sa liberté et même, à moyen terme, de son existence » . Anticipant sur MLP, il demande la suppression du droit du sol : « une disposition qui fait qu'une chèvre née dans une écurie serait un cheval », comparant ainsi les nationalités à des races d'animaux.

Deux ans plus tard, sa paranoïa prend une tournure encore plus apocalyptique : « L'immigration massive risque de produire un véritable remplacement de populations si nous n'arrivons pas assez tôt au pouvoir pour mettre un terme à la politique de décadence menée depuis des décennies ». Député européen, il appréhende l'Europe comme une forteresse assiégée : « Il y a 735 millions d'habitants en Europe. En face, il y en a 7 milliards ». Ce qui explique à ses yeux l'afflux de travailleurs pauvres en Occident. Avec un cynisme inqualifiable, il mise sur les épidémies pour tarir les flux migratoires : « Monseigneur Ebola peut régler ça en trois mois ».

A l'évidence, Le Pen donne depuis des dizaines d'années une image terrifiante de l'immigré présenté comme un ennemi mortel de la France. C'est donc un message de haine raciale qu'il délivre depuis des décennies.

Pour le FN, l'utilité pour notre pays des vagues successives d'immigrés est pratiquement ignorée, au mépris de la vérité. Chacun sait ou devrait savoir que si la France a eu recours à des centaines de milliers d'immigrés, notamment au lendemain des deux conflits mondiaux, c'est qu'ils étaient indispensables au redressement de son économie en grande partie détruite par la guerre. Une fois de plus on se heurte au négationnisme frontiste confronté à une vérité qui dément ses a priori racistes.

Pour les lepénistes, les immigrés sont un ramassis de profiteurs seulement soucieux de bénéficier des avantages sociaux et les migrants sont dénigrés comme un fardeau financier. Selon Le Pen, seule une minorité d'immigrés occupe un emploi alors que « la majorité est constituée par des assistés sociaux non travailleurs, qu'ils soient chômeurs, oisifs, familles ». Sans craindre de se ridiculiser, Albert Peyron, député frontiste des Alpes Maritimes, s'écrie en 1988 : « La France est devenue la sécurité sociale de la planète entière ». Dans le même esprit, les militants frontistes distribuent régulièrement des tracts illustrés de bandes dessinées montrant de malheureux Français faisant la queue devant les guichets de la Sécurité Sociale, guichets assiégés par des foules de Maghrébins et de noirs toujours reçus et servis avant les nationaux.

Ce qu'il convient de relever c'est la mauvaise foi permanente de Le Pen : il refuse d'admettre qu'il est un instigateur de haine. De la même façon qu'il nie faire preuve d'antisémitisme lorsqu'il déclare que les camps d'extermination nazis ont été « un détail de l'histoire », il récuse fomenter la haine en s'en prenant systématiquement aux immigrés. Maître fourbe consommé, il ose dire : « Le FN ne combat pas l'immigré, il combat la politique d'immigration ». Le 27 janvier 1988, il récidive : « Je ne prononce jamais aucun mot de haine, aucune incitation à la haine et à la violence à l'égard de qui que ce soit ».

On ne peut que repousser ces dénégations hypocrites et admettre que la xénophobie du FN est un fait. Tel est le point de vue du professeur  Schoor: « Le FN ne peut sérieusement prétendre qu'il n'éprouve nulle xénophobie : tout son discours, les accusations et les peurs qu'il véhicule traduisent le rejet de l'étranger, la volonté de replier la France sur elle-même ».

Ce point mérite d'autant plus d'être noté qu'on va retrouver le même comportement de déni chez Marine Le Pen. Elle osera même prétendre que, dans la France d'aujourd'hui, les Français sont victimes d'un racisme anti-blanc. Ceci, dans le contexte de l'agression inouïe dont a été victime le jeune Théo. Au lendemain de ce scandale, sa réponse a été de se rendre dans trois commissariats pour se solidariser avec la police.

Rappelons-nous que la stratégie du FN a toujours été de retourner les situations, de se poser en victimes. Le 18 septembre 1988, Marine Le Pen osait écrire : « On pourrait dire que c'est nous qui sommes traités comme étaient traités les Juifs en Allemagne, aujourd'hui. Est-ce que la mafia cosmopolite ira jusqu'à nous faire porter l'étoile tricolore ? ».

L'impudence de l'extrême droite lepéniste atteint ici des sommets si l'on veut bien se souvenir que, dans la France d'aujourd'hui, ce ne sont pas les frontistes qui sont marginalisés dans la société mais que ce sont les millions de Maghrébins, de noirs, d'hommes de couleur, qui sont discriminés. Toutes les enquêtes témoignent de la brutale discrimination qui les frappe dans la recherche d'un emploi ou d'un logement.

On doit admettre que la propagande raciste conduite par le FN a malheureusement porté ses fruits et que Marine Le Pen n'a pas tout à fait tort lorsqu'elle proclame avoir gagné la bataille des idées.

Rappelons-nous un sondage réalisé le 23 octobre 2014 sur le thème « Les Français et Eric Zemmour : notoriété, popularité et proximité aux idées » : 30% des sondés ont répondu qu''ils ont d'une manière générale de bonnes ou très bonnes opinions de lui » contre 42 % ayant de mauvaises ou très mauvaises opinions de lui. Un pourcentage inquiétant alors qu'il s'agit d'un personnage qui, à longueur d'articles, d'émissions radio ou télé compare comme Le Pen l'immigration à « un tsunami démographique », déclare « ne plus vouloir d'immigration, même régulée ». Un personnage qui, par son racisme affiché, s'est ridiculisé lors de la finale de la coupe du monde de football. Il avait pronostiqué la défaite de l'Allemagne face au Brésil parce que, disait-il, « l'Allemagne elle gagnait que quand (sic) il n'y avait que des dolichocéphales blancs ». Avec ses joueurs de couleur, l'Allemagne s'est imposé par 7 à 1 !

Eric Zemmour c'est l'individu qui, le 6 mai 2014 a tenu les propos suivants : « Notre territoire, privé de la protection de ses anciennes frontières, renoue dans les villes, mais aussi dans les campagnes, avec les grandes razzias, les pillages d'autrefois. Les Normands , les Huns, les Arabes, les grandes invasions d'après la chute de Rome sont désormais remplacées par des bandes de Tchétchènes, de Roms, de Kosovars, de Maghrébins, d'Africains, qui dévalisent, violentent ou dépouillent ».

Poursuivi pour « incitation à la haine raciale » pour ces propos, Eric Zemmour a été relaxé en septembre 2015 par le tribunal correctionnel de Paris qui a jugé qu' « aussi excessifs, choquants ou provocants que ces propos puissent paraître », ils ne s'appliquent « qu'à une fraction des communautés visées et non à celles-ci dans leur ensemble ». Le parquet a fait appel. La cour d'appel a confirmé la relaxe le 22 juin 2016.

Eric Zemmour est un polémiste qui sévit régulièrement dans plusieurs journaux -*le* *Figaro* en particulier-. Il sévit tout aussi régulièrement sur tous les plateaux de télévision. Son livre *Le suicide français* s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires. Il prononce des conférences dans la France entière. Il y a quelques mois, il est intervenu à Grenoble à l'invitation du sarkozyste Alain Carignon devant 400 personnes.

Le cas Zemmour enseigne une chose capitale: la complaisance inouïe des médias avec les adeptes du Front national à commencer par Marine le Pen et son entourage immédiat comme Florian Philippot, Nicolas Bay ou Louis Aliot dont les interviews à la radio où sur les chaînes télé ces dernières années se comptent par centaines. On peut affirmer que les médias ont servi de porte-voix à la diffusion des idées frontistes. Par souci de faire de l'audience, selon les commentateurs. Dans la dernière période, les journalistes se montrent moins bienveillants avec les frontistes d'où de nombreux clash.

Une question se pose à nous, à tout esprit rationnel. Comment le FN est-il arrivé à générer l'idéologie raciste qu'il véhicule ? Pour répondre à cette interrogation, on doit d'abord rappeler la conception de l'étranger propre aux frontistes. Une conception où l'étranger renvoie inévitablement aux invasions militaires : à celle des Sarrazins défaits par Charles Martel à Poitiers, à celle des Anglais vaincus par Jeanne d'Arc au XVè siècle. Le choix de Jeanne d'Arc par Le Pen comme icône du mouvement est symbolique de son idéologie nationaliste et traditionaliste. Il se reconnaît d'autant plus en Jeanne d'Arc qu'elle incarne à ses yeux une France multiséculaire, une France chrétienne dont l'identité doit être pérennisée à travers les siècles. De la même façon que la Pucelle d'Orléans a bouté l'Anglais hors de France, il appartient aux nationalistes d'aujourd'hui d'endiguer le flot des immigrés en passe d'altérer l'identité française qui, à leurs yeux, se serait pérennisée à travers les siècles, immuable. Un absolu non sens historique, une vision fantasmée de l'identité française propre aux ultranationalistes de tous les pays. Est-il besoin de rappeler le mythe aryen des nazis et ce qui en est découlé ?

Mais pourquoi donc Jean-Marie Le Pen redoute-t-il à ce point ce qu'il conçoit comme l''abâtardissement de l'identité française ? Voici sa réponse dont chacun appréciera la hauteur de vue intellectuelle. Nous reproduisons l'interview du « patriarche » par Michel Eltchaninoff : « Partisan de l'Algérie française et de l'intégration des populations musulmanes, j'avais étudié la question de l'éducation. Je m'étais aperçu que la progression intellectuelle des Européens monte de manière rectiligne, baisse légèrement à 13 ans, puis continue dans une voie ascendante. Dans le monde musulman, à 11-12 ans, tac ! Tout s'arrête brusquement ». Pourquoi ? ...Jean-Marie Le Pen ...prononce d'une voix étouffée : « La masturbation ».Stupéfaction. Il s'explique : Nous, Européens, ne connaissons pas cette obsession sexuelle à cause de notre religion qui maîtrise autant qu'elle le peut les pulsions. Le succès de notre civilisation est dû au retardement artificiel de la sexualité, alors que celle-ci est libérée chez les peuples simples. Dans les peuples comme les nôtres, religieux, elle est maîtrisée et combattue, créant un dynamisme, une économie des moyens, du temps et de la mobilisation. »[[2]](#footnote-2)

J'ouvre ici une parenthèse. Forts de leur admiration pour Jeanne d'Arc, héroïne de la résistance française face à l'ennemi, les frontistes se targuent d'être des patriotes. Mais quel crédit accorder à leur prétendu patriotisme ? A mon avis, aucun. Deux raisons pour justifier ce point de vue. D'abord, si l'on s'interroge sur Google sur les rapports de Jean-Marie Le Pen et de la Résistance, on ne trouve pratiquement aucune information si ce n'est qu'à l'âge de 16 ans il aurait été tenté de rejoindre la Résistance mais, pupille de la Nation, il en aurait été dissuadé. Information invérifiable. A l'évidence, Le Pen ne s'est jamais soucié de la Résistance. Comment l'aurait-il pu alors que, en revanche, ses liens avec le pétainisme sont copieusement avérés et qu'il s'est fait le défenseur acharné du maréchal félon, condamné à la peine de mort à la Libération, le 15 août 1945, pour collaboration et haute trahison, une peine commuée en prison à vie. En avril 2015, il a accordé une interview à l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol* où il déclare : « Je n'ai jamais considéré le maréchal Pétain comme un traître ». Dans cette même interview, il multiplie les provocations. La deuxième raison qui autorise à dénier tout patriotisme aux lepénistes c'est que tout patriote authentique dans la France d'aujourd'hui ne se serait pas réclamé d'une lointaine icône comme Jeanne d'Arc mais d'un des résistants qui, par milliers, ont fait le sacrifice de leurs vies durant la seconde guerre mondiale. Il est vrai que peu de résistants se réclamaient de l'extrême droite mais il y en avait malgré tout un certain nombre[[3]](#footnote-3) et Le Pen aurait pu revendiquer par exemple le nom d'Honoré d'Estienne D'Orves, fusillé par les Allemands au Mont Valérien en 1941. Il ne l'a pas fait et c'est significatif. Il préfère se complaire à lire un poème de Robert Brasillach, engagé sous l'uniforme allemand, condamné à mort à la Libération et exécuté.

Je suis conforté dans mon opinion sur le prétendu patriotisme des Le Pen par cette appréciation d'un spécialiste de l'extrême droite, Jean-Yves Camus : « Pour revenir au maréchal Pétain, il y a deux choses : le fait d'avoir mis la main à la déportation des Juifs de France et aussi le fait d'avoir accepté la collaboration avec un ennemi et un occupant. Ce qui, là encore, pose problème pour un parti qui se réclame du patriotisme. Car lorsqu'on est le chef d'un pays militairement occupé, on résiste, c'est ma définition du patriotisme ».[[4]](#footnote-4).

Remarquons que si l'extrême droite a peu à voir avec la Résistance, Marine Le Pen, avec cynisme, n'hésite pas à se l'approprier. Ainsi, le 15 septembre 2015 sur France Inter, elle présente les réfugiés syriens qui ont fui par millions leur pays dévasté par la guerre comme des déserteurs alors que, prétend-elle, en 1940, les Français ont résisté : « Chacun a de bonnes raisons de fuir la guerre mais il y en a aussi qui combattent. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il y avait sûrement énormément de Français, croyez-moi, qui avaient de bonnes raisons de fuir les Allemands et pourtant ils sont allés se battre contre les Allemands ».[[5]](#footnote-5)

Jean-Yves Camus tourne par ailleurs en ridicule une opinion typiquement raciste de Le Pen : « Jean-Marie Le Pen considère que pour être véritablement français il faut avoir des ancêtres dont les os blanchissent au cimetière depuis des générations. En gros, il dit : ce sont des enfants d'immigrés et moi je suis français depuis mille ans. Mais il y a mille ans ses ancêtres n'étaient pas plus français que ceux de Monsieur Estrosi. Ils étaient Bretons et n'ont jamais parlé un mot de français ».

Je reviens sur la vision cauchemardesque de l'immigré propre aux Le Pen, père et fille. Je ne vais pas en démontrer l'inanité, il y faudrait un exposé particulier. Je veux seulement constater que, en bonne logique, ils en déduisent à l'unisson que les Français de souche ne doivent pas être traités à égalité avec les étrangers. Un statut inférieur doit être imposé aux immigrés en vertu du principe de la « préférence nationale ». Comme cette formulation traduisait trop l'injustice de traitement, Marine Le Pen a opté pour la formule plus neutre de « priorité nationale », et, dans son programme, elle a prévu d'inscrire cette disposition dans la constitution. Un principe qui bafoue un principe fondamental de la République française, celui de l'égalité.

L'inscription dans la Constitution de la priorité nationale permettrait l'adoption de deux lois, l'une prescrivant une taxe additionnelle sur l'embauche des salariés étrangers afin de favoriser l'emploi des Français, l'autre prévoyant un délai de carence au cours duquel les étrangers en situation régulière ne pourraient plus bénéficier gratuitement des soins de santé. D'un point de vue juridique, cette inscription dans la Constitution s'avérerait difficile mais ne serait pas insurmontable.

Dans une telle logique d'apartheid, les Le Pen ont toujours dénoncé le laxisme de la gauche qui, dans un souci d'intégration ou de justice, a pris des mesures en faveur des immigrés.

Quels motifs les frontistes mettent-ils en avant pour justifier leur haine des immigrés ? On a vu précédemment que pour Le Pen ils incarnent l'envahisseur et, à ce titre, ils doivent être refoulés. Un argument à l'évidence absurde. Dans le même esprit, le Front national dénonce l'insécurité que feraient régner en France les immigrés, responsables de nombreux délits de droit commun : les frontistes grossissent délibérément l'importance de ces délits pour attiser la peur de la population contre l'ensemble des immigrés. C'est le recours systématique au procédé de l'amalgame.

Avant d'en venir plus précisément à Marine Le Pen, je tiens à rappeler que Jacques Varin a beaucoup insisté sur le fait que l'extrême droite d'aujourd'hui ne fait que perpétuer l'extrême droite des XIXè et XXè siècles ; il a bien caractérisé les liens de consanguinité entre l'extrême droite actuelle et l'extrême droite du passé. On ne doit jamais oublier que la xénophobie raciste d'un Pétain, d'un Laval ou d'un Charles Maurras a conduit aux pires crimes. Aujourd'hui, cette même haine raciste est à l'oeuvre et, si Marine le Pen accédait au pouvoir, elle pourrait conduire à un désastre similaire. Jacques Varin nous invite à être à l'ANACR des passeurs de mémoire, des éveilleurs de mémoire. Il a raison. Beaucoup de Français, aujourd'hui, et en particulier les jeunes, ignorent pratiquement ce que fut le pétainisme. Il faut rappeler cette page d'histoire.

J'en arrive à Marine Le Pen. Sur la question clé de l'immigration, peut-on parler de dédiabolisation ?

Les problème de l'immigration se posent aujourd'hui en des termes très particuliers. Traditionnellement, les immigrés quittaient leurs pays d'origine pour des raisons économiques, faute de travail et de moyens d'existence. Ils fuyaient la misère. Aujourd'hui, par millions, ils fuient la guerre, la violence, en raison des conflits qui sévissent chez eux en Syrie, en Irak, en Afghanistan, en Somalie, en Erythrée ou au Soudan Sud. C'est dans ces conditions dramatiques qu'ils tentent de trouver refuge en Europe au péril de leurs vies. Des milliers d'entre eux sont morts noyés en Méditerranée.

Nous savons que tous les pays européens, à l'exception de l'Allemagne et, dans une moindre mesure, l'Italie et la Grèce, n'ont qu'un objectif : leur barrer la route, les empêcher par tous les moyens de trouver refuge en Europe. L'Europe est devenue une forteresse. A propos du cas humanitaire particulièrement aigu de la Syrie, on peut lire dans le « Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants » diffusé le 8 mai 2015 : « La réponse collective de l'Union européenne à la crise syrienne exprime un refus particulièrement intransigeant d'offrir aux Syriens la moindre possibilité réelle de migration. La plupart des Etats membres de l'Union ont préféré faire la sourde oreille, et il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les migrants se tournent vers les trafiquants ».[[6]](#footnote-6) La France ne fait pas exception ! Sous la plume de Maryline Baumard, *Le Monde* du 17 janvier 2016 observe : « S'il y a bien une crise que la France ne connaît pas, c'est la « crise migratoire ». Rendues publiques vendredi 15 janvier ...les statistiques de 2015 portent à peine trace du million de réfugiés qui a franchi les portes de l'Europe cette année-là. Preuve que l'importance des migrants dans le débat public est bien inversement proportionnelle à leur présence sur le territoire ». A cette date, 4000 migrants ont perdu la vie sur les routes de l'exode mais la France a accordé un visa d'asile a seulement 1800 Syriens et à 2286 Irakiens tout en refusant 358771 visas et en procédant à l'expulsion de 15 485 personnes.

Comme le rappelle Yves Achille, enseignant à l'Université Stendhal, l'hostilité de la France a accueillir des migrants s'est manifesté particulièrement à l'égard des Roms : « ...plus de 11000 personnes ont été expulsées en 2012 en violation complète avec les engagements internationaux pris par la France. Elles étaient plus de 10000 sur le seul premier semestre 2013 ».[[7]](#footnote-7)

Pour résoudre le problème d'une immigration massive -au mépris total de ses engagements pris le 20 juin 2013 lors de la journée mondiale des réfugiés- l'Europe a payé des milliards à la Turquie pour qu'elle entasse des millions de migrants sur son sol, dans des camps de rétention. D'autres petits pays du Moyen Orient, comme le Liban ou la Jordanie, retiennent eux-aussi dans des campements de fortune des millions de personnes.

Bloqués par la Turquie, des centaines de milliers de migrants tentent désormais leur chance de parvenir en Italie par les côtes lybiennes, l'Europe est en pourparlers actuellement avec le gouvernement lybien en place pour instaurer sur son territoire des camps d'internement et stopper le flux de migrants.

C'est dans ce contexte humanitaire dramatique que Marine Le Pen a eu l'occasion de montrer son vrai visage, de démontrer ce qu'il en est de la dédiabolisation qu'elle est censée avoir conduite. Symboliquement, elle a placé l'immigration au cœur de sa campagne des régionales de 2015, hurlant à la mort contre la pseudo invasion des migrants. Nulle pitié de la part de MLP à l'égard de ces millions de personnes vouées au désespoir. Nulle pitié car, à ses yeux, contre toute vérité, au prix d'un mensonge éhonté[[8]](#footnote-8), elle prétend que ces populations ne seraient en rien comparables aux 500000 républicains espagnols de la *Retirada* qui fuyaient le franquisme alors que la république espagnole venait de s'effondrer. Ce ne serait pas des réfugiés politiques mais des immigrés économiques qui, à ce titre, ne devraient pas être secourus . D'une façon générale ajoute-t-elle : « Cette immigration ne ressemble pas à celle qu'a connue notre pays au début du siècle dernier. C'est une émigration économique dans un pays exsangue économiquement ».[[9]](#footnote-9)

Poussons plus avant notre réflexion sur la perception de la crise des migrants par MLP en abordant son discours de clôture à l'Université d'été de septembre 2015 devant 4000 militants. *Le Figaro* du 6 septembre 2015 exprime par ce titre l'essentiel de son intervention : « MLP revient aux fondamentaux du FN sur 'le fardeau de l'immigration' ». Effectivement, elle revendique la sortie de Schengen, la suppression du droit du sol et de l'aide médicale gratuite, la mise en œuvre de la priorité nationale. Elle tonne : « L'immigration n'est pas une chance, c'est un fardeau ». Pour *Le Monde* du 7 septembre, ce manifeste constitue un véritable réquisitoire axé sur l'immigration et le terrorisme. L'auteur de l'article, Olivier Faye, dégage une particularité essentielle des propos tenus par MLP : « Un discours dans la continuité de celui du FN du temps de Jean-Marie-Le Pen ». Autrement dit, sur une thématique clivante du FN, on ne saurait parler de dédiabolisation.

L'immigration est-elle un fardeau ? Tel n'est pas l'avis de la majorité des économistes.

Dans le quotidien spécialiste de l'économie *Les Echos* du 4 septembre 2015, un grand article d'Eric Le Boucher s'intitule significativement « L'immigration sera la chance de nos économies ». Une phrase de l'article en résume le message : « Le XXIè siècle sera celui du grand brassage . Et, une fois n'est pas coutume, les économistes sont unanimes : la libre circulation des personnes conduit à plus de richesse et non le contraire. Cessons d'avoir peur des migrants ». Selon Eric Le Boucher : « Les études économiques infirment toutes ce qu'affirment les populistes anti-immigration : non, les immigrés ne prennent pas le travail des autres ; non, ils ne créent pas de trou dans la Sécurité Sociale ».

Le rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants partage le même point de vue : « ...l'assimilation des migrants à un « fardeau » n'est ni conforme à la réalité ni productive...les migrations en elles-mêmes ne sont pas, et ne devraient pas être assimilées à un fardeau ; De nombreux écrits économiques donnent à penser que, comme tous les autres travailleurs, consommateurs et contribuables, les migrants contribuent à la croissance économique des sociétés sans gros inconvénients ».

Eric Le Boucher ramène le phénomène migratoire à ses justes proportions : « A l'échelle mondiale, on compte 230 millions d'immigrés pour une population de 7,2 milliards, soit 3,2 %. Tous les grands pays, aux Etats-Unis, en Europe ou même en Chine, sont appelés dans un avenir proche à devoir recourir aux immigrés pour conforter leur système social en raison d'une population vieillissante ».

L'objectif de MLP vis-à-vis des migrants est clair : les rejeter. Pour elle, le problème de l'accueil ne présente que des inconvénients, il se résume à un coût exorbitant. Toute honte bue, pour dresser les Français contre les migrants, elle se déchaîne contre «l 'immigration bactérienne ». A la radio, à la télévision, dans ses meetings, elle déclame que la France ne peut assumer un tel « fardeau ».

Elle prend prétexte de la misère sociale en France pour exiger du gouvernement qu'il prenne des mesures drastiques à l'encontre des migrants et qu'il se fixe comme objectif leur expulsion. En démagogue consommée, elle se pose en porte-parole des Français déshérités. Peu lui importent les migrants qui se noient en Méditerranée. La société française, selon elle, ne saurait prendre en charge les uns et les autres.

Ce populisme fait mouche et explique pour une large part la montée du FN, les sondages favorables qu'il enregistre. Pour l'électeur dans le besoin, dans la précarité, au chômage, il tombe sous le sens que les déshérités français soient privilégiés.

Tenir ce langage, c'est présupposer que la France, 6è puissance économique mondiale ne saurait tout à la fois améliorer le sort des 13,8 % de pauvres dans notre pays et réserver un accueil digne à quelques milliers ou dizaines de milliers de migrants. C'est bafouer un droit fondamental reconnu par les Nations Unies : le droit à la migration. Comme l'écrit Renato Pinto : « Plutôt que le dualisme entre immigrés et autochtones, ne faudrait-il pas dénoncer la pauvreté subie par tant de gens et le manque de lits dans les abris de nuit » ?

Cette volonté de s'opposer à l'accueil des migrants n'obéit pas seulement à des considérations économiques et sociales mais renvoie par ailleurs à la théorie du grand remplacement propre à l'extrême droite, non reprise expressément par MLP mais à laquelle elle adhère implicitement. Cette théorie exprime la crainte des nationalistes de voir la population française de souche supplantée par des Maghrébins et des noirs. Sur des accents apocalyptiques, la présidente du FN clame contre la menace qui pèserait de ce fait sur l'identité française. Une menace d'autant plus funeste que, assujettie à l'Union Européenne, la France aurait -à ses dires- abdiquée sa souveraineté . Le 17 septembre 2010, à Fréjus, elle s'écrie : « Il n'y aura plus de France sans identité. Et il n'y aura pas d'Identité sans souveraineté...Ce qui nous appelle ensemble , ici aujourd'hui...c'est le souci de la France...et c'est la conscience que la France n'est plus entre les mains des Français ». Elle prolonge la pensée de son père qui disait : « Nous sommes gouvernés par des immigrés à tous les niveaux».

On l'a compris, aux yeux de la députée européenne, les migrants représentent un danger mortel. Ils viennent grossir les rangs des musulmans de France en passe de pervertir l'identité française, selon elle. D'où la haine qu'elle leur voue. Pas de pitié pour des ennemis potentiels de la nation, une nation fantasmée comme on aura l'occasion de le voir.

Cette haine ne se fonde pas seulement sur des présupposés idéologiques mais aussi racistes. Même si elle cherche à le dissimuler, ses préjugés racistes à l'égard des Maghrébins et des noirs sont évidents. L'extrême droite a toujours eu besoin de se dresser contre des ennemis censés attenter aux intérêts de la nation. Leurs boucs émissaires en France depuis la fin du XIXè siècle sont bien connus et Jean-Marie Le Pen est le digne héritier d'un Drumont ou d'un Charles Maurras. Sa fille a changé de cible. Ce n'est plus le Juif mais l'Arabe, le musulman, qui est devenu sa cible de prédilection. De manière symbolique, le 8 septembre 2015, elle s'engage à « mettre l'islam radical à genoux ». Dans sa hargne contre l'étranger, les populations issues de l'immigration sont dénigrées systématiquement. Censées gangrenées par le communautarisme et le multiculturalisme, elles attenteraient à la liberté, à toutes les libertés, en particulier à la liberté des femmes.

Voici qui nous conduit à nous interroger sur un thème capital : le féminisme de MLP. Celle-ci joue à la femme moderne. N'est- elle pas une mère de famille ? N'est-elle pas divorcée deux fois ? Ne se pose-t-elle pas en défenseure de la femme ? N'a -t-elle pas, le 21 février dernier, refuser de porter le voile pour entrer dans une mosquée où elle devait rencontrer le grand mufti du Liban ? Ce qui a motivé ce commentaire de Florian Philippot, vice-président du FN : « Un magnifique message de liberté et d'émancipation envoyé aux femmes de France et du monde entier ».

Qu'y a-t-il lieu de penser vraiment de ce féminisme affiché? Pour Caroline de Haas, cofondatrice d'Oser le féminisme, « le féminisme c'est remettre en cause de manière radicale les inégalités. Or, le FN non seulement ne remet pas en cause les inégalités mais ne fait aucune proposition pour faire évoluer ces inégalité entre les sexes ». Il lui semble préoccupant que le FN « propose de ne pas augmenter le Smic et de ne pas réduire le temps de travail »   alors que le temps partiel et le Smic concernent une majorité de femmes.

Un groupement d'associations, de syndicats et de partis politiques a lancé une plate-forme internet pour dénoncer « l'instrumentalisation du discours féministe par la présidente du FN ». Le noyau de ce groupement est constitué d'associations féministes.

On doit à Cécile Alduy, sémiologue, une analyse lexicale approfondie de centaines de discours et de prises de position de MLP d'où elle tire cette conclusion : « MLP s'était emparée de la laïcité en 2012, depuis 2016, elle s'est emparée du droit des femmes et cite « le combat de nos mères et grand-mères » , Elisabeth Badinter et Simone de Beauvoir...Mais ce « féminisme » comme la « laïcité » est un instrument au service d'une stigmatisation de l'Islam, décrit comme forcément misogyne, obscurantiste et non républicain ». Elle ajoute cette observation indiscutable : « L'analyse du contexte lexical est éclairante : le « féminisme » n'est convoqué que dans la critique de l'Islam ; jamais pour dénoncer le harcèlement de rue, les inégalités salariales. D'ailleurs, MLP se moque de la « grotesque théorie du genre », de « l'égalitarisme des sexes », de la « parité ». Dans son programme, la formulation de l'article 9 est révélatrice : « Défendre les droits des femmes : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales » ; c'est seulement en bout de phrase qu'on trouve une coloration sociale : « mettre en place un plan salarial pour l'égalité femme/homme et lutter contre la précarité professionnelle et sociale ».

Sur la question de l'avortement, l'évolution de MLP est très nette. En 2013, elle affirmait : « J'assumerai la responsabilité de dérembourser l'avortement». Aujourd'hui, elle a cessé complètement d'aborder le thème de l'avortement. Raphaëlle Rémy-Leleu , porte-parole d'Oser le féminisme, dénonce « la plus belle arnaque du siècle ». Dans le programme du FN, il n'est nulle part question de l'IVG. Pour Suzy Rojtman, porte-parole du CNDF -Collectif national pour les droits des femmes-, la candidate est dans « l'imposture totale ». Une enquête minutieuse des Glorieuses sur les votes de MLP au Parlement européen démontre à l'évidence son désintérêt total pour les droits des femmes. Il n'empêche : son opération séduction en direction de l'électoral féminin a réussi pleinement. Elle dispose de l'électorat le plus féminin de tous les candidats.

Le recours à l'instrumentalisation est une fois de plus mis en œuvre par MLP dans ses développements sur la laïcité. C'est seulement depuis 2012 qu'elle s'est intéressée à ce principe fondamental de la République, dans le sillage de Sarkozy et de ses propos à Rome sur la supériorité du prêtre sur l'instituteur. Là encore, l'approche de la laïcité

est viciée par un anti-islamisme obsessionnel au point que J-P De Lisle considère à juste titre que « le Front National transforme ce principe constitutionnel synonyme de liberté et de tolérance en instrument de combat contre l'islam ».

Sa haine de l'islam est patente. Un exemple entre mille. En décembre 2010, elle compare le phénomène ultra-minoritaire de prière de rue à une occupation par une force armée.

MLP se pose en championne de la laïcité et il faut admettre qu'elle a marqué des points dans ce domaine. Elle est parvenue à abuser une défenseure de la laïcité comme Elisabeth Badinter. Celle-ci déplorait le 29 septembre 2011 que « en dehors de MLP plus personne ne défend la laïcité ». Pourtant, sans surprise, l'article 95 de la candidate à la présidentielle établit un lien direct entre les concepts de laïcité et d'islam : « Promouvoir la laïcité et lutter contre le communautarisme. Inscrire dans la Constitution le principe : « La République ne reconnaît aucune communauté ». Rétablir la laïcité partout, l'étendre à l'ensemble de l'espace public et l'inscrire dans le Code du travail ». Preuve de l'importance accordée à l'anti-islamisme l'incise : « La République ne reconnaît aucune communauté ». La dernière phrase de l'article 95 est lourde de menaces. Elle annonce en clair l'interdiction du voile dans tout l'espace public comme de tout aménagement dans les entreprises en faveur des musulmans.

Un collectif de personnalités du monde du travail et de la culture a diffusé le 8 décembre 2016 un appel à défendre la laïcité en opposition aux vues grosses de périls de MLP. : « L'extrême droite, de tradition anti-laïque depuis longtemps veut s'approprier le mot pour mieux instiller son venin xénophobe...Non, l'islam ne serait pas par nature plus hermétique aujourd'hui à la laïcité que ne l'était le culte catholique en 1905 ».

J'aborde l'examen du programme de MLP à la présidentielle. Ce programme s'inscrit dans tous les domaines sous le double signe de la radicalité et de la démagogie qu'il s'agisse de la politique, de l'économie ou du social.

1.A

Dans le domaine politique, la mesure phare est de rompre toutes les attaches avec l'Union européenne. Peut-on concevoir une radicalité plus extrême que la rupture avec l'Europe alors qu'on célèbre aujourd'hui même à Rome le soixantième anniversaire de sa création ? La candidate, si elle était élue, voudrait effacer d'un trait de plume soixante années de construction européenne. Serait-ce un bien ou un mal ? Chacun se prononcera comme il l'entend. Personnellement, je m'interroge : l'échec avéré, indiscutable, catastrophique de l'Europe justifie-t-il qu'on jette définitivement aux orties l'union des peuples européens, qu'on en revienne aux conflits des nationalismes ?

1.B

La radicalité politique s'applique dans un autre domaine : le domaine de l'immigration. J'ai antérieurement évoquer un projet de MLP dont l'importance est considérable puisqu'il prendrait forme dans la constitution elle-même : l'institutionnalisation du principe inique de la priorité nationale. J'ai remarqué que l'adoption de ce principe équivaudrait à bafouer les principes fondateurs de notre devise républicaine : liberté, égalité, fraternité et à instituer dans notre pays un régime d'apartheid où prévaudrait la discrimination entre deux types d'habitants : les nationaux et les étrangers. Les travailleurs étrangers seraient victimes d'une double peine : exploités en tant que travailleurs et, en sus, en tant qu'étrangers. Une surexploitation dont bénéficierait le patronat et qui sèmerait la division dans les rangs de la classe ouvrière.

2.

La radicalité du FN en matière politique a son pendant économique. En effet, la sortie de l'Europe s'accompagnerait de l'abandon de tous les liens économiques tissés avec l'Europe des 28 ou de la zone euro. La France lepeniste recouvrerait son indépendance économique, mettrait un terme au libre-échange et instaurerait le protectionnisme dans son commerce extérieur. Signe de changement radical : la France quitterait rapidement la zone euro et rétablirait le franc comme monnaie. A n'en pas douter, des bouleversements considérables aux conséquences incalculables aussi bien économiques que sociales. Le collectif du FN qui a mis au point ce projet -quelques économistes qui dissimulent leur identité à une exception près- en attend monts et merveilles mais la grande majorité des experts considèrent que son application conduirait la France au désastre.

3.

Radicalité encore dans le domaine social. En matière sociale, Jean-Marie Le Pen s'était toujours montré conservateur, poujadiste. Sa fille, avec un objectif attrape-tout évident, se pose en défenseur des pauvres, des laissés pour compte, des oubliés de la mondialisation et multiplie dans son programme des promesses à caractère social que l'on trouve habituellement dans les programmes de la gauche.

Je reviens plus précisément sur chacune des trois parties que je viens d'esquisser.

Quelques mots sur la sortie de l'Europe. Comment MLP l'envisage-t-elle ? Elle entend, après une négociation avec « nos partenaires européens », organiser « un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne ». Il s'agit, dit-elle, de « redonner à la France sa souveraineté monétaire, législative, territoriale et économique ». Les raisons frontistes du rejet de l'Europe sont multiples. La raison fondamentale est purement idéologique. L'Europe porterait atteinte à l'identité de la France, « une identité dépourvue de sens alors qu'elle ne se fonde plus sur la souveraineté ». Le 23 février, la candidate est très explicite : « en Europe aussi, il est temps d'en finir avec une Union européenne dans une tentative de fusion qui détruit l'Europe des nations ». L'essentiel à ses yeux est de préserver la nation, empêcher que « la France Eternelle » ne se dissolve dans une entité supérieure. La 5è partie du programme, « Une France fière », a ainsi pour objectif : « Défendre l'unité de la France et son identité nationale ».

Au-delà de cette raison majeure, le FN accumule les motifs d'en finir avec l'Europe, souvent en rapport avec les immigrés ou racistes. La liste est longue :

-l'euro cher censé tuer l'emploi

-l'ouverture totale des frontières à la concurrence déloyale

-l'espace Schengen « mortifère »

-l'explosion du phénomène « Roms » par l'intégration complète de la Roumanie et de la Bulgarie

-le big bang du marché transatlantique à venir

-l'hyper austérité imposée

-le recul continu de la démocratie au profit des technocrates

-comme l'Union soviétique en son temps, elle n'est pas réformable car construite sur l'idéologie à l'état pur.

J'en reviens au chapitre de l'immigration. Pivot de l'idéologie du FN,vous l'avez compris, l'immigration occupe une place de choix dans le programme de MLP. Dès la préface, l'immigration est ciblée. La candidate prétend que la politique sociale et fiscale appliquée depuis longtemps « dilapide l'argent public via une immigration totalement incontrôlée ». Une formulation reprise telle quelle à l'article 43. Les articles 24 à 28 sont spécialement dédiés à l'immigration et spécifient :

-rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen

-rendre impossible la régularisation ou la naturalisation des étrangers en situation illégale. Simplifier et autoriser leur expulsion

-réduire l'immigration légale à un solde annuel de 10000. Mettre fin à l'automaticité du regroupement et du rapprochement familial ainsi qu'à la prétendue acquisition automatique de la nationalité française par mariage. Supprimer « les pompes aspirantes » de l'immigration.

-supprimer le droit du sol

-revenir à l'esprit initial du droit d'asile...accordé qu'à la suite de demandes déposées dans les ambassades et consulats français dans les pays d'origine ou les pays limitrophes.

Le principe raciste de la priorité nationale sature les articles 55, 58, 71, 99, 101 et 142. Tous les avantages sociaux prévus par le FN sont destinés aux seuls Français de souche qu'il s'agisse des allocations familiales, du minimum retraite ou du logement social. L'article 71 supprime l'aide médicale d'Etat réservée aux clandestins : l'article 99 refuse le principe de « discrimination positive » ; l'article 101 « supprime l'enseignement des langues et cultures d'origine »

Quelques considérations sur la radicalité économique. Au-delà de la sortie de l'Europe et de l'euro, préambules à l'instauration du protectionnisme, MLP  s'en prend à la mondialisation -affublée par elle du nom de « mondialisme »- coupable à ses yeux de la crise globale déclenchée en 2008 par la crise des subprimes aux Etats-Unis.

Quel constat s'impose à nous ? La mondialisation qui s'est propagée à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique a abouti au règne de la finance, à une évasion fiscale à grande échelle dans les paradis fiscaux, à la toute puissance des multinationales qui échappent pratiquement à l'impôt, au règne des fonds vautours, à l'explosion des inégalités qui aboutit à ce que 1 % des plus riches possède autant que la moitié de la population mondiale. Une autre conséquence désastreuse de la mondialisation c'est, en Europe, l'imposition budgétaire de l'austérité et de ses séquelles : une croissance pratiquement nulle dans notre pays, un chômage de masse, l'extension de la précarité, des bas salaires, 9 millions de pauvres. D'où un mécontentement généralisé parmi les classes populaires accentué par la déception du quinquennat de François Hollande qui a tourné le dos à ses engagements ce qui a permis à MLP de mettre dans le même sac la droite et la gauche, l'UMPS.

La crise est là. Incontestable aux yeux de tous. Chacun avance des réponses pour la surmonter. Une chose est sûre : on ne saurait admettre les solutions que MLP se pro poserait d'appliquer fondées sur le rejet de l'autre, sur tout miser sur l'entreprise, sur le refus d'augmenter le Smic, sur la guerre déclarée aux syndicats, sur l'autoritarisme. On ne saurait que condamner le principe de la préférence nationale dont le caractère inégalitaire imprègne les 14 articles du programme où il s'exprime. Par ailleurs, pratiquement tous les économistes se montrent très préoccupés par le manque de crédibilité du protectionnisme économique que le FN compte appliquer et notamment s'inquiète des effets dévastateurs qu'aurait un retour au franc. Ils augurent un véritable naufrage.

Quelques observations sur la radicalité sociale du programme. Dans ce programme on est frappé par le nombre de dispositions à caractère social. A l'évidence, MLP a tenu à adresser un signal fort en direction des classes populaires et des classes moyennes. C'est une stratégie qu'elle a adoptée il y a plusieurs années et, indiscutablement, dans le nord de la France, parmi les agriculteurs, parmi les couches les plus déshéritées de la population, son message a été reçu.

Dans le programme, on relève en particulier, dans un chapitre intitulé *Une France prospère*, toute une série de promesses propres à satisfaire les attentes populaires :

-Six mesures intitulées : *Garantir la protection sociale ;*

-Six autres engagements sous le titre : A*gir pour le pouvoir d'achat.*

Dans le premier volet, on relève deux promesses dont l'importance ne saurait échapper à personne : l'article 52 prévoit la retraite à soixante ans et l'article 53 sonne le glas de la Loi Travail (dite Loi El Khomri) alors que les frontistes n'ont participé à aucune manifestation contre cette loi. Ils se parent des plumes du paon.

Dans le volet *Agir pour le pouvoir* d'achat, les dispositions 58 et 59 en direction des seniors retiennent l'attention. On ne peut que constater que la revalorisation du minimum vieillesse (article 58) n'avance aucun chiffrage, ce qui est mauvais signe. D'une façon générale, les avancées sociales du FN sont financées sur le papier par de prétendues économies que permettrait l'application de la préférence nationale. Une mystification. La prime du pouvoir d'achat (article 59) à destination des bas revenus et des petites retraites est jugée ridicule par *L'Humanité* du 6 février car son coût serait assumé par les bénéficiaires compte tenu de son mode de financement (une taxe de 3 % sur les importations).

MLP n'est pas avare d'autres promesses. Elle s'engage à baisser le prix du gaz et de l'électricité, à baisser l'impôt sur le revenu, à minorer la taxe d'habitation comme les droits de succession.

Pour tenter de séduire les fonctionnaires -5,4 millions de salariés- elle proclame « la hausse du point d'indice » et affirme qu'elle maintiendra « au maximum les hôpitaux de proximité » et augmentera leurs effectifs. En opposition à Fillon, elle promet de « garantir la Sécurité sociale pour tous les Français », à eux seuls.

Sur le plan des réformes sociétales mises en œuvre sous le quinquennat de François Hollande, Marion Maréchal-Le Pen vient de rappeler les engagements pris par la candidate FN à la présidentielle : « l'engagement d'abroger la loi Taubira (sur le mariage pour tous), de lutter drastiquement contre la GPA, de ne pas étendre la PMA aux couples de femmes et (d'opérer) un retour sur des réformes socialistes qui touchent au congé parental ». Un programme réactionnaire propre à donner satisfaction à la Manif pour tous !

Le moment est venu de conclure. Les conclusions s'imposent d'elles-mêmes. La fameuse dédiabolisation entreprise par MLP pour prétendument s'affranchir du repoussoir idéologique de son père s'avère être pure poudre aux yeux. Sur les thèmes fondamentaux de l'immigration, de l'identité, de la mondialisation, les Le Pen, père et fille sont en parfaite concordance de vues. Jean-Marie Le Pen en est tellement conscient qu'il a déclaré le 12 décembre  2016: « la dédiabolisation est une foutaise ». Il se sent tellement en accord avec sa fille qu'il lui a prêté six millions d'euros pour financer sa campagne. La main dans la main, ils sont présumés fraudeurs du fisc et ils sont, l'un et l'autre, poursuivis par la justice sous différents chefs d'inculpation.

La vérité oblige à dire que, si la dédiabolisation n'est qu'un leurre, il n'en reste pas moins que, pour une large partie des classes populaires, elle a été prise pour argent comptant selon les sondages. Que faire ?

Il nous appartient de démystifier le discours populiste de MLP, d'en montrer les mensonges, les dangers, -ne prophétise-t-elle pas maintenant « la guerre civile » - à rappeler qu'il prolonge le discours de l'extrême droite des années 30 parachevé par le désastre pétainiste. Michel Onfray prétend que MLP n'a rien de commun avec Pétain. Rien de plus faux. Tous les commentaires qui précèdent illustrent la symbiose entre l'idéologie de la Révolution nationale de Pétain et le discours rabâché par les Le Pen père et fille depuis des dizaines d'années : l'exaltation d'une identité française fantasmée, irrationnelle, la haine de l'autre, de l'étranger, le repli sur soi.

Dans les deux cas, l'extrême droite monte en puissance à la faveur d'une crise économique mondiale. A la crise des années 30 répond aujourd'hui la crise systémique mondiale déclenchée par les subprimes aux Etats-Unis en 2008 à l'origine en Europe d'une crise sociale sans précédent. En Europe, la crise de l'austérité n'a fait qu'accentuer les effets dévastateurs de quarante années de libéralisme sous le signe de la primauté absolue du marché. Dans A*lternatives économiques* de mars de cette année, Guillaume Duval dresse ce constat sans concession : « L'Europe-marché, qui fête ce mois-ci ses 60 ans est de toute évidence à bout de souffle. Il faut la refonder ». Le Front national est d'un tout autre avis, on l'a vu. Sur ce point fondamental, quelle position adopter ? Il paraît difficile que l'ANACR puisse se prononcer de façon unanime sur une question proprement politique. En revanche, notre engagement ne peut être que total contre l'idéologie frontiste dont les principes sont à l'opposé des valeurs de la Résistance.

Un dernier mot. Dans *Le Monde* du 3 mars, un journaliste demande à Pierre Rosanvallon : « Comment les citoyens peuvent-ils résister à cette vague populiste ? ». La réponse du professeur au Collège de France mérite d'être retenue : « En s'armant intellectuellement, car c'est sur le terrain des idées que se joue la bataille décisive » .

Plonger dans les bas-fonds du FN comme il vient d'être fait, c'est être submergé par la nausée, par l'anti-France. Alors, pour réagir, pour renouer avec la vraie France, la France des valeurs que la Résistance nous a léguées, comment ne pas saluer l' « Appel des Solidarités » lancé ce 23 mars à l'initiative de Nicolas Hulot et de 80 associations ? Comment ne pas garder en mémoire en particulier ce cri : « Si vous pensez qu'on devrait tous avoir accès à l'éducation, aux soins, à l'emploi, à une alimentation saine. Si vous préférez construire des ponts plutôt que de dresser des murs. Si vous vous souciez du monde que vous laisserez derrière vous. Répondez présent ». Charles Lancha

-Vincent EDIN : *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite.* Ivry-sur-Seine, Les Editions de l'Atelier, 2016, 202 p., 6 euros.

-E. M. Mouhoud : *L'immigration en France.* Paris, Fayard, 2017, 195 p., 16 euros-Dominique Reynié : *Les nouveaux populismes.* Paris, Fayard, 2013, 377 p., 9 euros.

1. Cité par Ralph Schor, « Parler des étrangers : les mots du Front National », *Cahiers de la Méditerranée,* année 1997, vol.53, n°1, pp117-137. [↑](#footnote-ref-1)
2. *Philosophie Magazine ,* mensuel n°105, décembre 2016/janvier 2017, p.32. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cf. Jean-Claude Valla, *L'extrême droite dans la Résistance. Dualpha, 2 vols.142 p. et 160 p., 2010.* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Sudouest,* 8 avril 2015 [↑](#footnote-ref-4)
5. *Challenges,* 15 septembre 2015. [↑](#footnote-ref-5)
6. *Informations et commentaires. Le développement en questions,* n°173, octobre-décembre 2015, p.15. [↑](#footnote-ref-6)
7. *Informations et commentaires,*n°164, juillet-septembre 2013, p.39. [↑](#footnote-ref-7)
8. Le jury du prix du menteur en politique a décerné son prix 2015 à Marine Le Pen pour ses nombreuses fausses affirmations sur le thème des migrants. Elle succédait au palmarès à Nicolas Sarkozy. Sa propension à mentir ne l'a pas quittée. Le 27 novembre 2016, elle déclare sans broncher : « Hitler a fait moins de dégâts en France que Hollande, dans le même laps de temps » en écho sans doute à son père pour qui l'occupation allemande n'avait pas été trop inhumaine ! [↑](#footnote-ref-8)
9. *Le Monde, 7-09-2016.* [↑](#footnote-ref-9)